

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 25/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SABLIÈRES DU PORT MONTAIN

39 rue Vannini
93330 Neuilly-sur-Marne

Références : E24/0636
Code AIOT : 0006513532

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement SABLIÈRES DU PORT MONTAIN implanté cd 78 rue des Grèves 77114 HERME. L'inspection a été annoncée le 14/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES DU PORT MONTAIN
- cd 78 rue des Grèves 77114 HERME
- Code AIOT : 0006513532
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de HERME est une carrière de sables et graviers alluvionnaires et des installations de traitements de matériaux sur le territoire de la commune de HERME.
Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2011 DCSE M 013 du 19 septembre 2011 complété par l'arrêté préfectoral n°2022 DRIEAT UD 77 091 du 25 juillet 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Bruits	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article IV-7-1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-1	Sans objet
2	Aménagements et accès à la carrière	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-4	Sans objet
3	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-17	Sans objet
4	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-19	Sans objet
5	Plans	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-21	Sans objet
6	Eaux de procédés des installations	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article IV-3-2-1	Sans objet
7	Eaux rejetées (eaux pluviales en sortie des décanteurs déshuileur)	Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article IV-3-2-2	Sans objet
8	GARANTIES FINANCIÈRES	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est globalement bien exploitée.

L'exploitant devra fournir dès réception les résultats des contrôles de bruits prévus en 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-1
Thème(s) : Situation administrative, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : À l'entrée de la carrière, un panneau indiquant les informations relatives à la carrière est présent ainsi qu'un plan et les règles de circulation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements et accès à la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-4
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements
Prescription contrôlée : Il existe 4 piézomètres, 6 piézomètres supplémentaires sont créés. Les débouchés de la carrière sur la voirie publique sont signalés et aménagés de telle sorte qu'ils n'aggravent pas la situation de risque pour la sécurité publique.
Constats : Des panneaux d'indications sont présents afin de signaler l'accès à la carrière. Une voie déportée permet d'accéder au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Remblayage de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-17
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux, ainsi qu'à la qualité du sol. Il est réalisé exclusivement avec les matériaux extraits du site (terres de découvertes, matériaux non valorisables et fines de lavage du site). Il est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.
Constats : Le remblayage de la carrière est réalisé uniquement avec les matériaux de découverte (terre végétale et stériles) issus du décapage des terrains.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-19
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité (cf. article 1-5), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. Les intersections avec les chemins sont équipées de portail. Une clôture solide et efficace constituée au plus de grillages à larges mailles (10x10 cm au minimum) avec des poteaux espacés de 5 m au moins à l'exclusion de toute maçonnerie de fondation est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverture ou d'exploitation, les pistes, les convoyeurs s'ils sont non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier, sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé et particulièrement le long des chemins ruraux.
Constats : L'accès à la carrière est contrôlé pendant les horaires d'ouverture. Un portail est présent pour clôturer les lieux. Les intersections avec les chemins sont équipées de barrières. Une clôture solide et efficace est présente. Des pancartes indiquent les zones de danger.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article III-21
Thème(s) : Risques accidentels, Plans
Prescription contrôlée : Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral sur lequel sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- l'échelle et l'orientation,- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- les bandes de 10 mètres,- les zones en cours d'exploitation,- les zones déjà exploitées non remises en état,- les zones remises en état,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF),- les convoyeurs et infrastructures,- les pistes et voies de circulation y compris hors périmètre,- le tracé des lignes électriques,- les piézomètres,- les fossés de recharge,- la position des éléments visés à l'article 111-20 et s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,- les bornes mentionnées à l'article 111-2,- les valeurs des éléments SI, S2 et L définis à l'article V-I Ce plan, remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, est certifié conforme par l'exploitant et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant

d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...)

Il est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

Une copie de ce plan datée, certifiée et signée par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} février de l'année N+1.

Constats :

Les plans de suivi annuel ont été fournis à l'inspection.
Ils sont datés, certifiés conformes et signés par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Eaux de procédés des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article IV-3-2-1

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de procédés

Prescription contrôlée :

Les eaux de lavage des installations de traitement sont recyclées via des bassins de décantation et un bassin d'eau claire d'où les eaux sont pompées. L'exploitant fait procéder par un laboratoire agréé à un contrôle tous les ans des rejets aqueux sur les paramètres inscrits dans le tableau ci-dessous. Les résultats sont consignés dans un registre et un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

Constats :

Les résultats des analyses des eaux de procédés ne montrent pas de non-conformités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eaux rejetées (eaux pluviales en sortie des décanteurs déshuileur)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article IV-3-2-2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées

Prescription contrôlée :

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes:

PARAMÈTRES	CARACTÉRISTIQUES
pH	5,5 < pH < 8,5
Température	< 30°
MEST	< 35 mg/l
DCO sur effluent non décanté	< 125 mg/l
Hydrocarbures	< 10 mg/l

Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Constats :

Les résultats des analyses des eaux rejetées ne montrent pas de non-conformités.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : GARANTIES FINANCIÈRES

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 4								
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières								
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet un document attestant la constitution de garanties financières dont le montant de référence est précisé ci-après et conforme au modèle fixé par l'arrêté ministériel susvisé. Le chapitre V de l'arrêté préfectoral n°2011/DCSE/M/013 du 19 septembre 2011 est remplacé, pour ce qui concerne les périodes quinquennales à venir, par : « Article V-1 :montants de référence des garanties financières. Les montants de référence des garanties financières TTC est établi comme suit :								
<table border="1"><thead><tr><th>Périodes</th><th>S1 (ha) maximale au cours de la période</th><th>S2 (ha) maximale au cours de la période</th><th>L (m) maximale au cours de la période</th></tr></thead><tbody><tr><td>N°3 (2022-2024)</td><td>5,99 ha</td><td>5,39 ha</td><td>1810</td></tr></tbody></table>	Périodes	S1 (ha) maximale au cours de la période	S2 (ha) maximale au cours de la période	L (m) maximale au cours de la période	N°3 (2022-2024)	5,99 ha	5,39 ha	1810
Périodes	S1 (ha) maximale au cours de la période	S2 (ha) maximale au cours de la période	L (m) maximale au cours de la période					
N°3 (2022-2024)	5,99 ha	5,39 ha	1810					
[...]								
Constats : Sur le plan d'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état des sols établi au 31 décembre 2023, en matière de garanties financières, les surfaces S1, S2 et le linéaire de berges L indiqués sont conformes.								
Type de suites proposées : Sans suite								

N° 9 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2011, article IV-7-1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Prescription contrôlée : En dehors des tirs de mines, les bruits émis par l'exploitation de la carrière et les installations de premier traitement de matériaux ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997). [...]
Constats : Les contrôles de bruit n'ont pas été effectués en 2023. Ceux-ci seront effectués en 2024. L'exploitant transmettra les résultats de ces contrôles dans son bilan annuel 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois